

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

« Biens meubles ou immeubles »

Entre :

L' « association Crossfire Le Havre »

Représentée par Monsieur Mathieu SCREVE, agissant en qualité de Président en exercice, en vertu d'une délibération du bureau exécutif de l'association.

« Le cocontractant »

d'une part,

ET

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

« Le SDIS »

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de biens appartenant au SDIS. Le SDIS consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses biens à l' « association Crossfire Le Havre » afin d'assurer le déroulement d'une compétition de Crossfit.

ARTICLE 2 – Moyens, biens mis à disposition

Le SDIS agissant dans les droits du propriétaire des biens objets des présentes, met à la disposition des personnels sapeurs-pompiers de l'agglomération havraise des biens aménagés et adaptés à la réalisation de l'organisation d'une compétition.

Les biens mis à disposition comprennent : 6 tonnelles, 6 échelles 2 plans, 12 aspiraux de 100 mm, 6 ARI avec bouteilles.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès

Les utilisateurs sont les participants à la compétition.

Les biens mis à disposition sont réservés aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le lieutenant hors classe Emmanuel MENDY, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du SDIS et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le « cocontractant » ne pourra employer les biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le SDIS se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du SDIS.

ARTICLE 5 - Obligations et Engagements des parties

Le « cocontractant » est responsable du bon déroulement de l'utilisation des biens. Les utilisateurs veillent au bon état des biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Les biens ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations, le « cocontractant » supportera le coût de la remise en état des biens mis à sa disposition.

ARTICLE 6 – Dispositions administratives

La mise à disposition des biens dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Le « cocontractant » prendra les biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Un état des lieux d'entrée contradictoire sera établi entre les deux parties lors de la prise en compte des matériels, objets des présentes. Un état des lieux de sortie contradictoire sera également établi entre les deux parties lors de la restitution des biens mis à disposition à l'achèvement de la présente convention.

ARTICLE 7 - Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur le 06 octobre 2019 et sa validité est de un jour.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 jours ou lorsque « le cocontractant » cesse d'utiliser les locaux.

Enfin, le SDIS conserve pour sa part la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 8 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

ARTICLE 9 - Assurance et Responsabilité

Le « cocontractant » s'engage à fournir au SDIS une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le « cocontractant » s'engage à fournir au SDIS une attestation ou le diplôme des agents encadrants les activités physiques de la manifestation.

Le « cocontractant » est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile et pour les risques locatifs.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité « du SDIS » en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

ARTICLE 10 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président de l'association Crossfire,
Le secrétaire,

Pour le Président,
et par délégation,

Monsieur Alexandre HAMADACHE

Projet